

2° de verbreking van de stage-overeenkomsten mits inachtneming van de procedure voorzien in artikel 23 van het besluit van 17 juli 1998 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de stage-overeenkomst in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen .

Art. 10. De bedrijfsleider kan beroep indienen bij de Administrateur-generaal van het Instituut tegen elke beslissing genomen in toepassing van dit besluit overeenkomstig de bepalingen van het besluit van 17 juli 1998 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot regeling van de beroepen en de organisatie en de werking van de Beroepscommissie voor de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 11. De ondernemingen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in de loop van de twee jongste jaren een leerling onder een erkend leercontract of een stagiair onder een stage-overeenkomst die gesloten is op initiatief van een opleidingscentrum in dienst hebben (gehad), zijn erkend in de zin van dit besluit als ondernemingen voor de opleiding in het (de) desbetreffende beroep(en).

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Art. 13. Het Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente opleiding van de Middenklasse is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 1998.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente opleiding van de Middenklasse

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie



F. 98 — 2260

[C - 98/31381]

17 JUILLET 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les conditions d'agrément du délégué à la tutelle dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution,

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française, et la Région wallonne, approuvé par décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995, notamment l'article 5, 3°;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises donné les 14 mai et 11 juin 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 6 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des classes moyennes, les délégués à la tutelle, stagiaires doivent impérativement connaître les nouvelles conditions d'agrément du délégué à la tutelle avant le début de la prochaine année de formation fixé en septembre 1998;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 7 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 17 juillet 1998;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Ministre : le Ministre du Gouvernement wallon qui a la Formation dans ses attributions;

2° le Ministre-membre : le Ministre-membre du Collège de la Commission communautaire française qui a la Formation permanente des Classes moyennes dans ses attributions;

3° l'Institut : l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 2. Le Ministre et le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, agréent le délégué à la tutelle, chargé des missions visées à l'article 3. Ils fixent, chacun en ce qui le concerne, le nombre de délégués à la tutelle en tenant compte notamment du nombre de contrats d'apprentissage et de conventions de stage en cours dans le ressort de chaque Service territorial.

Le délégué à la tutelle est un agent contractuel de l'Institut exerçant sa fonction à temps plein.

Art. 3. Le délégué à la tutelle a pour missions :

1° d'aider toute personne qui souhaite suivre une formation en alternance dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à s'orienter dans son choix professionnel ainsi que dans celui de l'organisme de formation;

2° d'établir le plan global de formation visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, pour toute personne qui désire suivre une formation en alternance dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

3° d'œuvrer à la conclusion des contrats d'apprentissage et des conventions de stage, notamment :

- a) en servant d'intermédiaire entre le chef d'entreprise et l'apprenti ainsi qu'entre le chef d'entreprise et le stagiaire;
- b) en procédant à la conclusion des contrats et conventions en présence des parties contractantes;
- c) en assurant la promotion de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise dans leur secteur;
- d) en recherchant les entreprises aptes à donner une formation adéquate et les activités professionnelles nouvelles susceptibles de faire l'objet d'un contrat d'apprentissage ou d'une convention de stage;

4° d'exercer le contrôle administratif des contrats et conventions et de veiller au bon déroulement de la formation pratique en entreprise, notamment :

- a) en rencontrant l'apprenti et le stagiaire au moins deux fois par an, au centre de formation lors de l'évaluation de la formation pratique, et dans l'entreprise lors de l'exécution du contrat;
- b) en participant aux séances d'évaluation;
- c) en s'assurant de la bonne utilisation des supports pédagogiques;
- d) en conseillant le chef d'entreprise lorsque celui-ci rencontre des difficultés dans son action de formation;

5° d'assurer la guidance des apprentis notamment sur le plan social et l'accompagnement et l'encadrement des stagiaires;

6° de remplir un rôle de médiateur en cas de désaccord entre le chef d'entreprise et l'apprenti ou le stagiaire;

7° de participer aux conseils des formateurs et d'assister aux travaux des organes constitués en vue d'évaluer les problèmes de guidance et d'accompagnement prévus au point 5°;

8° de proposer l'agrément des entreprises conformément à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 4. Pour être agréé, le délégué à la tutelle doit :

- 1° être ressortissant d'un pays membre des Communautés de l'Union européenne;
- 2° être de conduite irréprochable;
- 3° jouir de ses droits civils et politiques;
- 4° être âgé de 25 ans accomplis et de 55 ans au plus;
- 5° être porteur soit d'un diplôme de l'enseignement supérieur du type court, d'un diplôme assimilé ou d'un diplôme reconnu équivalent, soit d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur et d'un diplôme de chef d'entreprise;
- 6° avoir satisfait à un examen organisé conformément à l'article 8.

Art. 5. Sauf dérogation du Ministre et du Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, la compétence du délégué à la tutelle est limitée aux entreprises qui ont leur siège d'exploitation dans le ressort du service où il exerce ses fonctions.

Art. 6. Le délégué à la tutelle ne peut :

- 1° exercer une activité relevant du commerce, de l'artisanat et de l'industrie;
- 2° être membre du personnel d'un centre de formation permanente des Classes moyennes.

Art. 7. Sur la proposition du Conseil d'administration de l'Institut, le Ministre et le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, décident de l'organisation de l'examen pour l'agrément d'un délégué à la tutelle. La proposition précise les modalités de l'appel aux candidats et la composition de la Commission d'examen.

Les modalités pratiques de l'examen sont fixées par la Commission d'examen visée à l'article 9.

Art. 8. L'examen prévu à l'article 4, 6°, comprend une épreuve de maturité et une épreuve technique. Il est pour partie écrit et pour partie oral.

L'épreuve de maturité a pour but de mesurer l'intérêt du candidat pour les fonctions à exercer ainsi que de vérifier s'il possède la formation et les aptitudes pour remplir correctement les missions visées à l'article 3 spécialement pour suivre la formation pratique en entreprise.

L'épreuve technique porte sur la réglementation en matière d'apprentissage et sur la connaissance du contexte socioprofessionnel de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise.

Pour satisfaire à l'examen, les candidats doivent obtenir soixante pour cent dans chacune des épreuves.

Art. 9. La Commission d'examen comprend quatre membres, à savoir :

- 1° l'Administrateur général ou son délégué, qui la préside;
- 2° le Directeur du Service Formation et Tutelle ou son délégué;
- 3° le Directeur du centre concerné ou son délégué;
- 4° le représentant du Ministre ou du Ministre-membre.

Art. 10. Le Conseil d'administration de l'Institut communique les résultats de l'examen au Ministre ou au Ministre-membre, et lui adresse une proposition d'agrément d'un ou plusieurs candidats en qualité de délégué à la tutelle. Cette proposition est motivée si elle s'écarte de l'avis de la Commission d'examen.

Art. 11. Le Ministre et le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, agréent le délégué à la tutelle.

Art. 12. § 1^{er}. Le délégué à la tutelle exerce les missions visées à l'article 3 selon les modalités déterminées par l'Institut. En aucun cas, ces missions ne peuvent être déléguées.

Il dispose d'un pouvoir d'appréciation dans l'exercice de ses missions, sous réserve du contrôle de l'Institut.

§ 2. Le délégué à la tutelle transmet un rapport annuel à l'Institut sur la situation de la formation en alternance dans son ressort.

§ 3. A la demande de l'Institut, le délégué à la tutelle transmet un rapport précis sur chaque cas individuel.

§ 4. Le délégué à la tutelle doit faire preuve d'objectivité dans l'accomplissement de ses missions et s'abstenir de toute activité de nature à compromettre l'exécution de celles-ci.

Art. 13. Le Ministre et le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, retirent l'agrément du délégué à la tutelle :

1° qui cesse de satisfaire aux conditions fixées à l'article 4;

2° qui ne remplit pas ses missions définies à l'article 3 conformément à l'article 12;

Le retrait est pris soit sur proposition du Conseil d'administration de l'Institut, soit à l'initiative du Ministre ou du Ministre-membre après avis du Conseil d'administration de l'Institut.

Art. 14. A l'exception des personnes visées aux articles 17 à 19, l'Institut:

1° apporte au délégué à la tutelle l'aide administrative nécessaire;

2° fixe la localisation du délégué à la tutelle, le nombre maximum de contrats d'apprentissage et de conventions de stage qu'il gère.

Art. 15. La conclusion du contrat d'apprentissage et la conclusion de la convention de stage peuvent donner lieu à des frais de constitution de dossier à charge du chef d'entreprise. Le montant de ces frais et les modalités de perception sont fixés par l'Institut. En aucun cas, ils ne sont à charge des apprentis ou des stagiaires.

Art. 16. Est agréé en tant que délégué à la tutelle le secrétaire d'apprentissage agréé en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 octobre 1982 relatif aux secrétaires d'apprentissage de l'Institut francophone de formation permanente des Classes moyennes et en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 relatif à l'agrément des secrétaires d'apprentissage.

Art. 17. Le secrétaire d'apprentissage ne faisant pas partie du personnel de l'Institut, agréé en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 relatif à l'agrément des secrétaires d'apprentissage, peut opter dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour le régime du délégué à la tutelle.

S'il n'opte pas pour le statut de délégué à la tutelle, il est agréé en tant que personne assimilée au délégué à la tutelle, tout en restant soit indépendant, soit membre du personnel des centres de formation des classes moyennes par dérogation aux articles 2 et 6. Dans ce cas, à partir du 1^{er} août 1999, le nombre de contrats et de conventions qu'il gère est limité :

1° à 100 pour le délégué à la tutelle qui exerce ses missions à titre accessoire;

2° à 350 pour le délégué à la tutelle qui exerce ses missions à titre principal, sauf dérogation accordée par le Ministre et le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, après avis de l'Institut.

Art. 18. Le suppléant, agréé en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 relatif à l'agrément des secrétaires d'apprentissage, peut opter, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour le régime du délégué à la tutelle, après réussite de l'examen prévu à l'article 4, 6°.

S'il n'opte pas pour le statut de délégué à la tutelle il est agréé, après réussite de l'examen prévu à l'article 4, 6°, en tant que personne assimilée au délégué à la tutelle tout en restant soit indépendant, soit membre du personnel des centres de formation des classes moyennes par dérogation aux articles 2 et 6. Dans ce cas, le nombre de contrats et de conventions sous tutelle est limité :

1° à 100 pour le délégué à la tutelle qui exerce ses missions à titre accessoire;

2° à 350 pour le délégué à la tutelle qui exerce ses missions à titre principal, sauf dérogation accordée par le Ministre et le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, après avis de l'Institut.

Art. 19. Le délégué au stage, agréé en vertu du règlement de l'Institut du 15 juin 1995 relatif au délégué au stage, peut opter dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour le régime du délégué à la tutelle.

S'il n'opte pas pour le statut de délégué à la tutelle, il est agréé en tant que personne assimilée au délégué à la tutelle tout en restant soit indépendant, soit membre du personnel des centres de formation des classes moyennes par dérogation aux articles 2 et 6. Dans ce cas, à partir du 1^{er} octobre 1999, le nombre de contrats et de conventions sous tutelle est limité :

1° à 100 pour le délégué à la tutelle qui exerce ses missions à titre accessoire;

2° à 350 pour le délégué à la tutelle qui exerce ses missions à titre principal, sauf dérogation accordée par le Ministre ou le Ministre-membre, après avis de l'Institut.

Art. 20. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 relatif à l'agrément des secrétaires d'apprentissage est abrogé.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Art. 22. Le Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 1998.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française

VERTALING

N. 98 — 2260

[C — 98/31381]

17 JULI 1998. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenningsvoorwaarden van de toezichhoudende afgevaardigde in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschapsraad houdende toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord inzake de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het Instituut voor Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, dat gesloten werd op 20 februari 1995 tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest en dat is goedgekeurd bij decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995, inzonderheid op artikel 5, 3°;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van het Instituut voor Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, gegeven op 14 mei en 11 juni 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 6 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat het Instituut voor Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, de centra voor permanente opleiding van de middenklasse, de toezichhoudende afgevaardigden en de stagiairs op de hoogte moeten zijn van de nieuwe erkenningsvoorwaarden van de toezichhoudende afgevaardigde vóór de aanvang van het volgende opleidingsjaar in september 1998;

Overwegende bijgevolg dat de bekendmaking en de inwerkingtreding van het besluit onverwijld dienen te gebeuren;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 1998;

Op voordracht van het Lid van het College belast met de Beroepsopleiding en de Permanente opleiding van de Middenklasse,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° de Minister : de Minister van de Waalse Regering, bevoegd voor de Opleiding;

2° de Minister-lid : de Minister-lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met de Permanente opleiding van de Middenklasse;

3° het Instituut : het Instituut voor Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 2. De Minister en het Minister-lid erkennen elk de toezichhoudende afgevaardigde, die is belast met de opdrachten bedoeld in artikel 3. Ze stellen elk het aantal toezichhoudende afgevaardigden vast en houden daarbij meer bepaald rekening met het aantal lopende leercontracten, en stage-overeenkomsten voor elke Dienst van het grondgebied.

De toezichhoudende afgevaardigde is een contractuele ambtenaar van het Instituut die zijn functie voltijds uitoefent.

Art. 3. De toezichhoudende gemachtigde heeft de volgende taken :

1° hij helpt elkeen die wenst een afwisselende opleiding te volgen in de permanente vorming van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen bij de keuze van zijn beroep en het opleidingsinstituut;

2° hij stelt het globaal opleidingsplan op, bedoeld in artikel 1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 betreffende het afwisselend opleidingsplan in de opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, voor iedere persoon die wenst een afwisselende opleiding te volgen in de permanente opleiding van de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen;

3° hij helpt bij het afsluiten van de leercontracten en stageovereenkomsten, door onder meer :

a) als tussenpersoon tussen de bedrijfsleider en de leerling alsook tussen de bedrijfsleider en de stagiair te fungeren;

b) over te gaan tot het sluiten van de contracten en overeenkomsten in aanwezigheid van de contracterende partijen;

c) de scholing en de opleiding tot bedrijfsleider in hun sector te promoten;

d) door te zoeken naar de geschikte ondernemingen die een degelijke opleiding kunnen geven alsmede naar de nieuwe beroepsactiviteiten waarvoor leercontracten en stage-overeenkomsten uitgewerkt kunnen worden;

4° hij verricht administratieve controle van de contracten en overeenkomsten en waakt over het goede verloop van de praktijkopleiding in het bedrijf, door :

a) minstens twee maal per jaar een onderhoud te hebben met de leerling of de stagiair, in het opleidingscentrum, tijdens een evaluatie van de praktijkopleiding en in de onderneming tijdens de uitvoering van het contract;

b) deel te nemen aan de evaluatiezittingen;

c) zich te vergewissen van het goede gebruik van de pedagogische hulpmiddelen;

d) advies te verlenen aan de bedrijfsleider wanneer deze moeilijkheden ondervindt tijdens de opleiding;

5° hij begeleidt de leerlingen onder meer op sociaal vlak en evenals de stagiairs;

6° hij speelt de rol van bemiddelaar in geval van onenigheid tussen de bedrijfsleider en de leerling of stagiair;

7° hij neemt deel aan de zittingen van de opleiders en aan de werkzaamheden van de organen die zijn opgericht om de problemen bij de begeleiding, bedoeld in punt 5°, te evalueren;

8° hij doet voorstellen aangaande de erkenning van ondernemingen overeenkomstig het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de ondernemingen in de opleiding van de Middenklasse en van de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 4. Om erkend te worden, moet de toezichthoudende afgevaardigde :

1° onderdaan zijn van een lidstaat van de Gemeenschappen van de Europese Unie;

2° van onbesproken gedrag zijn;

3° in het bezit zijn van zijn politieke en burgerrechten;

4° minstens 25 en maximum 50 jaar oud zijn;

5° houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het korte type, van een hieraan gelijkgesteld diploma of als gelijkwaardig erkend, hetzij houder zijn van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs en van een diploma van bedrijfsleider;

6° geslaagd zijn voor een examen georganiseerd overeenkomstig artikel 8.

Art. 5. Behoudens afwijking van de Minister en van de Minister-lid wordt de bevoegdheid van de toezichthoudende afgevaardigde beperkt tot de ondernemingen die hun exploitatiezetel hebben binnen het gebied waar hij zijn functies uitoefent.

Art. 6. De toezichthoudende afgevaardigde mag geen :

1° handels-, ambachts- of nijverheidsactiviteit uitoefenen;

2° personeelslid zijn van een centrum voor de permanente opleiding van de middenklasse.

Art. 7. Op voorstel van de Raad van Bestuur van het Instituut beslissen de Minister en de Minister-lid elk over de organisatie van het examen voor de erkenning tot toezichthoudende afgevaardigde. Het voorstel verduidelijkt de modaliteiten voor de oproep tot kandidaten en de samenstelling van de Examencommissie.

De praktische modaliteiten van het examen worden vastgesteld door de Examencommissie bedoeld in artikel 9.

Art. 8. Het in artikel 4, 6° bedoelde examen omvat een maturiteitsproef en een technische proef. Het examen gebeurt deels mondeling en deels schriftelijk.

Met de maturiteitsproef wordt gepeild naar de belangstelling van de kandidaat voor de functies en wil men nagaan of hij de kennis en vaardigheden bezit om de in artikel 3 bedoelde taken correct uit te voeren, vooral om de praktijkopleiding in de onderneming te volgen.

De technische proef gaat over de reglementering in verband met de scholing en over de kennis van de socio-professionele context van de scholing en de opleiding tot bedrijfsleider.

Om te slagen moeten de kandidaten zestig procent behalen voor elkeen van de onderdelen.

Art. 9. De Examencommissie bestaat uit vier leden, namelijk :

1° de Administrateur-generaal of zijn afgevaardigde, die de Examencommissie voorzigt;

2° de Directeur van de Dienst Opleiding en Toezicht of zijn afgevaardigde;

3° de Directeur van het betrokken centrum of zijn afgevaardigde;

4° de vertegenwoordiger van de Minister of van de Minister-lid.

Art. 10. De Raad van Bestuur van het Instituut deelt de resultaten van het examen mee aan de Minister of aan de Minister-lid en doet hem een voorstel voor de erkenning van een of meerdere kandidaten als toezichthoudende afgevaardigde. Dit voorstel wordt met redenen omkleed wanneer geen rekening wordt gehouden met het advies van de Examencommissie.

Art. 11. De Minister en de Minister-lid erkennen elk de toezichthoudende afgevaardigde.

Art. 12. § 1. De toezichthoudende afgevaardigde vervult de in artikel 3 bedoelde taken volgens de nadere regelen die zijn vastgesteld door het Instituut. Deze taken mogen in geen enkel geval aan iemand anders worden gedelegeerd.

Hij heeft beoordelingsbevoegdheid in de uitoefening van zijn taken, maar wordt gecontroleerd door het Instituut.

§ 2. De toezichthoudende afgevaardigde bezorgt het Instituut een jaarverslag over het verloop van de afwisselende opleiding in zijn dienst.

§ 3. De toezichthoudende afgevaardigde bezorgt, op verzoek van het Instituut, een duidelijk verslag van ieder geval apart.

§ 4. De toezichthoudende afgevaardigde moet blijk geven van objectiviteit in het vervullen van zijn taken en mag geen enkele andere activiteit uitoefenen die de uitvoering van zijn taken in het gedrang zouden kunnen brengen.

Art. 13. De Minister en de Minister-lid trekken elk de erkenning in van de toezichthoudende afgevaardigde wanneer :

1° deze niet langer voldoet aan de in artikel 4 gestelde eisen;

2° deze zijn in artikel 3 bedoelde taken niet uitoefent overeenkomstig artikel 12;

De erkenning wordt ingetrokken ofwel op voorstel van de Raad van Bestuur van het Instituut, ofwel op initiatief van de Minister of van de Minister-lid na advies van de Raad van Bestuur van het Instituut.

Art. 14. Behoudens de in artikel 17 tot 19 bedoelde personen :

1° verschaft het Instituut de toezichthoudende afgevaardigde de nodige administratieve hulp;

2° bepaalt het Instituut de standplaats van de toezichthoudende afgevaardigde, het maximum aantal leercontracten en stage-overeenkomsten die hij beheert.

Art. 15. Het sluiten van een leercontract en van een stage-overeenkomst kunnen aanleiding geven tot dossierkosten die ten laste vallen van de bedrijfsleider. Deze kosten en de inning ervan worden geregeld door het Instituut. Deze kosten zijn in geen geval voor de leerlingen of de stagiairs.

Art. 16. De leersecretaris die erkend is krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 oktober 1982 betreffende de leersecretarissen van het Franstalig Instituut voor Permanente opleiding van de Middenklasse en krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1991 betreffende de erkenning van de leersecretarissen, wordt erkend als toezichthoudende afgevaardigde.

Art. 17. De leersecretaris die geen deel uitmaakt van het personeel van het Instituut, erkend krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1991 betreffende de erkenning van de leersecretarissen, kan binnen de drie maand na de inwerkingtreding van dit besluit opteren voor het stelsel van de toezichthoudende afgevaardigde.

Als hij niet kiest voor het statuut van toezichthoudende afgevaardigde, dan wordt hij erkend als een met een toezichthoudende afgevaardigde gelijkgestelde persoon, waarbij hij ofwel zelfstandig, ofwel personeelslid van de opleidingscentra van de middenklasse blijft en dit in afwijking op artikelen 2 en 6. In dit geval wordt het aantal contracten en overeenkomsten die hij beheert, vanaf 1 augustus 1999 beperkt tot :

1° 100 voor de toezichthoudende afgevaardigde die zijn taken als bijkomstige activiteit vervult;

2° 350 voor de toezichthoudende afgevaardigde die zijn taken als hoofdactiviteit vervult, behoudens afwijking toegestaan door de Minister en de Minister-lid na advies van het Instituut.

Art. 18. De plaatsvervanger, die is erkend krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1991 betreffende de erkenning van de leersecretarissen, kan binnen de drie maand na de inwerkingtreding van dit besluit, opteren voor het stelsel van de toezichthoudende afgevaardigde als hij geslaagd is voor het in artikel 4, 6° bedoelde examen.

Indien hij niet kiest voor het statuut van toezichthoudende afgevaardigde, wordt hij, wanneer hij geslaagd is voor het in artikel 4, 6° bedoelde examen, erkend als met de toezichthoudende afgevaardigde gelijkgestelde persoon waarbij hij ofwel zelfstandig, ofwel personeelslid van de opleidingscentra van de middenklasse blijft en dit in afwijking van artikelen 2 en 6. In dit geval wordt het aantal contracten en overeenkomsten onder toezicht beperkt tot :

1° 100 voor de toezichthoudende afgevaardigde die zijn taken als bijkomstige activiteit vervult;

2° 350 voor de toezichthoudende afgevaardigde die zijn taken als hoofdactiviteit vervult, behoudens afwijking toegestaan door de Minister en de Minister-lid na advies van het Instituut.

Art. 19. De stage-afgevaardigde, die is erkend krachtens het reglement van het Instituut van 15 juni 1995 betreffende de stage-afgevaardigde, kan binnen de drie maand na de inwerkingtreding van dit besluit, kiezen voor het stelsel van de toezichthoudende afgevaardigde.

Als hij niet kiest voor het statuut van toezichthoudende afgevaardigde, dan wordt hij erkend als een met een toezichthoudende afgevaardigde gelijkgestelde persoon, waarbij hij ofwel zelfstandig, ofwel personeelslid van de opleidingscentra van de middenklasse blijft en dit in afwijking van artikelen 2 en 6. In dit geval wordt het aantal contracten en overeenkomsten die hij beheert, vanaf 1 oktober 1999 beperkt tot :

1° 100 voor de toezichthoudende afgevaardigde die zijn taken als bijkomstige activiteit vervult;

2° 350 voor de toezichthoudende afgevaardigde die zijn taken als hoofdactiviteit vervult, behoudens afwijking toegestaan door de Minister en de Minister-lid na advies van het Instituut.

Art. 20. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1991 betreffende de erkenning van de leersecretarissen wordt opgeheven.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Art. 22. Het lid van het College, belast met beroepsopleiding en permanente opleiding van de Middenklasse, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 1998.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met beroepsopleiding en permanente opleiding van de Middenklasse

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

F. 98 — 2261

[C - 98/31378]

17 JUILLET 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995, notamment à l'article 5, 3°;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises donné les 14 mai et 11 juin 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 6 août 1996;